

Sécurité de la vieillesse

M. Jelinek: Monsieur le président, je serai très bref parce qu'il ne reste pas grand-chose à dire au sujet du bill C-219, si ce n'est affirmer que cette mesure s'imposait depuis longtemps et qu'elle est loin de satisfaire les besoins des personnes âgées. N'oublions pas non plus que si le gouvernement avait pu régler le conflit des chemins de fer sans rappeler le Parlement, le présent projet de loi ne nous aurait pas été soumis.

Le gouvernement continue à dépenser des millions de dollars pour la mise en œuvre de programmes qui contribuent très peu au développement de notre pays, mais lorsqu'il s'agit des personnes âgées, ces mêmes citoyens qui ont contribué à la grandeur actuelle de notre pays, on ne peut jamais trouver des sommes équivalentes. Je ne vois pas comment le gouvernement peut dépenser des millions de dollars chaque année pour des Rochdales, des Satanistes ou des Programmes d'initiatives locales ou pour le programme Perspectives-Jeunesse, dont beaucoup sont inutiles, tandis que le revenu des personnes âgées diminue à cause de l'augmentation croissante du coût de la vie.

Le projet de loi à l'étude ne s'attaque que superficiellement aux problèmes réels auxquels se heurtent les personnes âgées ayant un revenu fixe. Une fois de plus, le gouvernement a présenté une loi que les partis d'opposition demandent avec insistance depuis des mois. Comme toujours, les personnes âgées subissent le contrecoup de l'inaction gouvernementale et sont forcées de subir la plus forte réduction infligée par l'inflation.

Alors qu'il exhorte tous les secteurs de l'économie à s'abstenir de dépenses inflationnistes, le gouvernement persiste à ne tenir aucun compte de ses conseils en se lançant dans un programme de dépenses gouvernementales sans précédent dans l'histoire de n'importe quel pays. Dans le seul domaine des salaires au gouvernement, au cours des dix dernières années, le nombre de gens gagnant l'équivalent de \$20,000 par année a doublé. C'est très simple. Si le gouvernement lui-même ne peut pas contrôler efficacement ses dépenses au sein de ses propres ministères, il ne peut certainement pas s'attendre de pouvoir contrôler celles d'autres secteurs de l'économie.

Un autre aspect du bill que même le gouvernement reconnaît, c'est que l'inflation sous l'administration libérale continuera de suivre son cours. Non seulement les députés d'en face sont-ils incapables d'enrayer cette inflation, mais ils prévoient des augmentations telles à l'avenir qu'ils ont essayé d'apaiser les citoyens âgés en leur donnant l'impression de leur accorder quelque chose bien qu'en réalité ils se bornent à les laisser à leurs niveaux déjà bas. Si on voulait rendre cette mesure législative vraiment efficace, on aurait tenu compte des répercussions de la montée en flèche du coût de la vie depuis un an.

Le sujet est très sérieux, monsieur le président, et je m'en voudrais de ne pas exprimer mon mépris pour le ton avec lequel le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social s'est adressé à la Chambre et l'attitude partisane qu'il a adoptée en présentant ce bill. Son attaque contre tous les députés de l'opposition était injustifiée et de mauvais goût; en aucune façon a-t-elle rehaussée son image ou celle de son parti.

Comme je l'ai souvent dit, tous les députés approuvent naturellement les propositions visant à augmenter l'aide financière accordée aux citoyens âgés. Mais le gouvernement prétend-il sérieusement que l'adoption du bill dont nous sommes saisis aidera de quelque façon à combattre le taux élevé d'inflation ou, de façon plus précise, à régler le coût élevé de la vie? Nous savons tous grâce aux statistiques publiées récemment qu'au cours des derniers mois le

coût de la vie au Canada a augmenté plus rapidement qu'au cours de toute période semblable ces 25 dernières années.

Je suis certain que les canadiens n'ont pas besoin de regarder les statistiques pour voir que nous sommes au milieu d'une des pires périodes inflationnistes que le pays ait jamais connues. Chaque fois que nous entrons dans un magasin, que ce soit pour acheter des vêtements, des aliments ou tout autre produit, nous constatons une grosse hausse de prix. Et, si l'on suit l'évolution du marché de l'immobilier, on s'aperçoit que la possession d'une maison n'est plus qu'un rêve pour la majorité des Canadiens.

Les loyers augmentent également, de même que les taux d'intérêt. Tout est plus cher et, comme d'habitude, les gens les plus touchés sont ceux qui doivent vivre avec des revenus peu élevés ou fixes. Une fois de plus, le gouvernement essaye de s'esquiver en présentant des bills superficiels tel que celui que nous étudions qui, au lieu de résoudre une situation déjà intolérable, ne fait que la perpétuer.

Il est temps que le gouvernement prenne ses responsabilités envers le peuple canadien. En fait, il aurait dû le faire depuis longtemps. Nous sommes pris dans une spirale inflationniste qui menace d'étrangler notre économie si nous ne sommes pas prêts à prendre immédiatement des mesures positives. D'une part, le premier ministre et le ministre des Finances s'opposent aux contrôles économiques. D'autre part, le premier ministre et le ministre des Finances imposent des contrôles sélectifs.

Après une analyse approfondie des prétendus contrôles appliqués récemment dans l'industrie du pétrole, il devient de plus en plus évident que le gouvernement n'offre pas de véritable protection aux consommateurs canadiens. Nous nous souvenons tous des mesures prises pour mettre sur pied la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires. Maintenant, une autre mesure sans grande portée a été élaborée pour camoufler l'inaction et l'indifférence du gouvernement. Il est évident que le gouvernement libéral perdra bientôt la confiance de ses électeurs comme c'est déjà le cas du NPD.

Il faut que chacun dans notre pays sache clairement que le bill C-219 constitue non pas une mesure progressiste, mais uniquement une mesure qui aurait dû être prise depuis longtemps et qui est loin de suffire à donner des avantages intéressants aux citoyens âgés.

M. Stackhouse: Monsieur le président, j'aime la générosité avec laquelle le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a envoyé des exemplaires de son discours à ses collègues, aux frais du public. Je l'ai lu avec beaucoup d'intérêt, et je me dis parfois que le premier ministre pourrait nommer le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social au poste de rédacteur de discours. Il paraît exister un abîme entre les sentiments exprimés par le ministre dans ses discours et les mesures prévues dans le projet de loi qu'il nous propose.

L'une des choses qui nous préoccupe dans le débat actuel est l'écart entre les promesses et les réalisations. On ne peut manquer de le constater dans le projet de loi à l'étude, une mesure qui est une solution tout à fait inadéquate aux besoins des pensionnés de la vieillesse. Je me rappelle qu'il y a juste quelques jours, tout le pays d'un océan à l'autre, ridiculisait le ministre des Finances du temps en l'appelant «Harris-les-six-piastres» parce qu'il offrait une augmentation de \$6 par mois. Je me demande si on ne parlera pas bientôt de «Lalonde-les-cinq-piastres» parce qu'il offre aux personnes qui souffrent par suite de la forte augmentation du coût de la vie, c'est-à-dire les vieillards et toutes les autres personnes au pays.